



# Campagne pour la libération de tous les enfants palestiniens prisonniers d'Israël

## Communiqué

Le 17 avril 2017, journée de solidarité avec les prisonniers politiques, quelque 1500 prisonniers politiques palestiniens entamaient une grève de la faim qui allait durer un mois et demi. Ce mouvement, le plus important depuis plus de 20 ans, avait été très largement soutenu par le peuple palestinien, dans toutes ses composantes, et avait donné lieu à un mouvement de solidarité au niveau international. Cette grève avait mis en lumière la politique de répression systématique d'Israël à l'encontre de tous ceux qui s'opposent d'une manière ou d'une autre à sa politique de colonisation et le caractère particulièrement inhumain des conditions de détention des quelque 7000 prisonniers-ères palestinien-ne-s. Parmi eux, quelque 300 enfants mineurs, dont certains à peine âgés de 12 ans, détenus en totale violation de la Convention internationale des droits de l'enfant alors même qu'Israël en est signataire. Depuis 2000, au moins 15 000 enfants palestiniens ont été arrêtés, interrogés, souvent brutalisés, et inculpés par la justice militaire israélienne, soit 500 à 700 par an. Pour l'année 2022, 26 enfants et mineurs ont été assassinés dans les territoires palestiniens occupés, hors chiffre d'enfants tués (17) lors du dernier raid sur Gaza, selon l'ONG Defense Children International : section de Palestine. **À ce jour, 400 enfants sont emprisonnés.**

Face à cette situation particulièrement préoccupante des enfants palestiniens, une quarantaine d'organisations et associations et quelque 120 personnalités lançaient en mars 2018 un « Appel pour la libération immédiate des enfants palestiniens emprisonnés par Israël »\* au Président de la République pour qu'il intervienne auprès des autorités israéliennes pour mettre fin à cette situation scandaleuse et inacceptable au regard des droits de l'enfant.

Une pétition portant l'exigence de la libération immédiate des enfants emprisonnés a recueilli à ce jour plus de **36 000** signatures.

Celle-ci s'adressant au « Président de la République », nous avons sollicité à trois reprises (février, juillet et septembre 2022) un rendez-vous à la Présidence de la République pour y déposer officiellement les signatures collectées. Ces demandes sont restées sans réponse.

La situation dans les territoires occupés palestiniens de Cisjordanie et dans la bande de Gaza ne cesse de se dégrader. Le peuple palestinien doit faire face aux attaques des colons et à la répression accrue de la police et des forces armées israéliennes : assassinats ciblés, blocage de villes et villages palestiniens, arrestations massives et emprisonnements notamment des enfants, recours de plus en plus systématique aux détentions administratives,... dont celle une nouvelle fois de l'avocat franco-palestinien Salah Hamouri qui s'est vu également retirer son permis de résidence à Jérusalem-Est...

Pour l'ensemble de la société palestinienne, la question des prisonniers est une préoccupation centrale. Pas une famille palestinienne qui ne soit touchée. Mais plus encore, le sort et l'avenir des enfants prisonniers car en s'attaquant aux enfants, l'Etat d'Israël tente de briser la jeunesse palestinienne et tout espoir de futur.

Ce sont ces préoccupations que notre Campagne entend soumettre au Président de la République en lui remettant les pétitions collectées et quelles démarches il entend entreprendre auprès des autorités israéliennes pour faire cesser ce scandale de l'emprisonnement des enfants.

**Nous nous rassemblerons mardi 25 octobre à 11H place Georges Clemenceau (Métro Champs-Élysées Clemenceau) d'où une délégation partira vers l'Élysée pour remettre les pétitions.**

## Campagne pour la libération des enfants palestiniens

Contact: [campagne@liberez-enfants-palestiniens.fr](mailto:campagne@liberez-enfants-palestiniens.fr)

Lana Sadeq 06 19 43 28 83 / Contact Presse AFPS :

\*Ci-joint l'Appel de mars 2018.